

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite la publication du présent arrêté dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 6 de l'arrêté royal du 18 mars 1971 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens, la première phrase est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. Pour l'année 1994, la cotisation annuelle de l'assurance soins de santé visée à l'article 3, est fixée à F 62400; cette cotisation est ramenée respectivement à F 46800 et à F 31200 dans les situations prévues à l'article 4, § 2, alinéa 2. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegene dat omwille van een doeltreffende werking van de Rijksadministratie de publikatie van dit besluit binnaen de kortst mogelijke tijd noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 1971 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige apothekers wordt de eerste zin vervangen door de volgende bepalingen :

« Voor het jaar 1994 wordt de jaarlijkse bijdrage van de verzekering voor geneeskundige verzorging, bedoeld in artikel 3 vastgesteld op F 62400, die bijdrage wordt respectievelijk verminderd tot F 46800 en F 31200 in de situaties waarin is voorzien in artikel 4, § 2, tweede lid; »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 95 — 1471

[Mac — 12343]

Arrêté royal modifiant le champ d'application de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.

RAPPORT AU ROI,

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature, a pour but d'actualiser le champ d'application de la législation relative à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère.

L'article 2 de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère prévoit les catégories de travailleurs étrangers qui sont exclus du champ d'application de l'arrêté royal n° 34. Il s'agit en l'occurrence de travailleurs étrangers qui ne sont pas soumis à l'obligation d'obtenir un permis de travail pour fournir des prestations de travail en Belgique et dont les employeurs en Belgique ne sont pas soumis à l'obligation d'avoir obtenu une autorisation d'occupation.

L'article 3 prévoit que le champ d'application peut être modifié - soit par extension à certaines catégories, soit par exclusion de certaines catégories de personnes - par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 34, le 1er octobre 1967, aucune catégorie n'a été ajoutée, ou retranchée, à l'article 2 de l'arrêté royal n° 34.

Indirectement et de facto le champ d'application de l'arrêté royal n° 34 a bien été modifié depuis 1967, e.a. par l'évolution du droit européen, notamment en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, par certaines innovations législatives comme l'introduction des centres de coordination ou par l'adoption de certaines pratiques administratives telles la dispense de permis de travail pour les étudiants étrangers.

Par ailleurs, la nécessité de coordonner les réglementations sur l'occupation des étrangers et sur leur séjour a, dans son temps, fait l'objet de propositions du Commissariat royal à la Politique des Immigrés. C'est ainsi qu'a été proposé de dispenser les étrangers porteurs d'un titre d'établissement de l'obligation du permis de travail.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 95 — 1471

[Mac — 12343]

Koninklijk besluit tot wijziging van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit

VERSLAG AAN DE KONING,

Sire,

Het ontwerp van besluit dat ik de eer heb aan Uw ondertekening voor te leggen, beoogt een aktualisering van het toepassingsgebied van de wetgeving betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten.

Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit bepaalt de categorieën van buitenlandse werknemers op wie het koninklijk besluit nr. 34 niet van toepassing is. Het gaat hier om buitenlandse werknemers die niet verplicht zijn een arbeidskaart te verkrijgen om in België te werken en wiens werkgevers in België niet verplicht zijn een arbeidsvergunning te hebben verkregen.

Artikel 3 voorziet dat het toepassingsgebied ervan kan worden gewijzigd - hetzij door uitbreiding ervan, hetzij door uitsluiting van bepaalde categorieën van personen - via een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Sinds het in werking treden van het koninklijk besluit nr. 34, op 1 oktober 1967, werd in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 34 nog geen enkele categorie toegevoegd of geschrapt.

Onrechtstreeks en de facto is het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 34 sinds 1967 echter wél al gewijzigd, o.a. door de evolutie van het Europees recht, inzonderheid wat het vrij verkeer van werknemers betreft, door bepaalde wetgevende innovaties zoals de instelling van de coördinatiecentra of door het aannemen van bepaalde administratieve praktijken zoals de vrijstelling van de arbeidskaart voor buitenlandse studenten.

Het Koninklijk Commissariaat voor het Migrantenbeleid heeft destijds bovendien gewezen op de noodzaak om de reglementeringen inzake de tewerkstelling van buitenlanders en hun verblijf te coördineren. Zo werden er voorstellen uitgebracht tot vrijstelling van de verplichting over een arbeidskaart te beschikken voor de buitenlanders die een vestigingsvergunning hebben.

Enfin, certaines modifications trouvent leur origine dans l'avis du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère du 13 avril 1994, par exemple la modification concernant les apprentis et les filles au-pair.

Le présent projet d'arrêté royal a donc pour objet, d'actualiser le champ d'application de l'arrêté royal n° 34. Puisque ces nouvelles dispenses concernent des catégories de travailleurs qui, soit possèdent déjà un droit au séjour en Belgique, soit ne viennent exercer leur profession en Belgique que pour une courte période, elles sont en concordance avec la décision du Conseil des Ministres du 1er août 1974 (arrêt de l'immigration).

Commentaire des articles

L'article 1er, A, constitue une simple mise à jour : l'arrêté royal du 6 juillet 1955 ayant été abrogé et remplacé par l'arrêté royal du 30 octobre 1991 relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers.

L'article 1er, B, est une actualisation de la disposition existante concernant les journalistes.

L'article 1er, C, précise la formulation existante concernant les épreuves sportives afin de l'adapter à la pratique. En effet, il n'était pas réclamé de permis de travail pour les arbitres, accompagnateurs, etc. ... lors de manifestations sportives.

L'article 1er, D, corrige le texte néerlandais concernant les stages effectués par des étudiants pour rendre clair qu'il doit s'agir de stages effectués dans le cadre d'études suivies en Belgique.

L'article 1er, E, 15° reprend la pratique administrative appliquée depuis de nombreuses années de la dispense de permis de travail pour les étudiants étrangers qui étudient en Belgique, pour le travail effectué pendant les vacances scolaires.

L'article 1er, E, 16°, est la transposition dans les textes d'une constatation faite au sein du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère qu'il s'impose que les apprentis soient exclus du champ d'application de cette loi.

Il s'agit en l'occurrence aussi bien des apprentis liés par un contrat d'apprentissage ou par un engagement d'apprentissage dans le cadre de la formation permanente des classes moyennes, que des apprentis dans le cadre de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.

L'article 1er, E, 17°, met fin de manière formelle à une discrimination vis-à-vis des membres non-E.E.E de la famille d'un belge. Ces personnes doivent bénéficier des mêmes droits que les membres non-CE de la famille d'un ressortissant de l'Espace Economique Européen : ils ne seront plus soumis à l'application de l'AR n° 34. Il s'agit ici de la confirmation d'une interprétation qui a déjà été donnée auparavant dans une circulaire ministérielle.

Les dispenses pour les ressortissants de l'Espace Economique Européen et les membres de leur famille font l'objet de l'article 1er, E, 18°. Il s'agit ici de la confirmation explicite dans l'AR n° 34 de l'application du Règlement 1612/68 (CEE) et des lois des 18 mars 1993 et 22 juillet 1993 portant approbation de l'Accord sur l'Espace Economique Européen.

L'article 1er, E, 19°, vise à dispenser les ressortissants étrangers en possession d'un titre d'établissement de l'obligation du permis de travail. Le but est de faciliter l'intégration d'étrangers qui ont un droit illimité au séjour en Belgique en supprimant toute possibilité de discordance entre leur droit au séjour et leur droit à l'emploi.

L'article 1er, E, 20°, reprend une disposition déjà existante concernant les centres de coordination. Il semble indiqué que cette disposition soit répétée dans l'arrêté royal n° 34 puisqu'elle représente une dispense de l'obligation du permis de travail pour une catégorie de travailleurs étrangers.

L'article 1er, E, 21°, dispense, pour une période maximum de trois mois consécutifs, les artistes de spectacle de réputation internationale de l'obligation du permis de travail. Il s'agit ici surtout d'une simplification administrative visant à ne pas devoir délivrer des permis de travail pour des durées (très) courtes, parfois pour une seule représentation, à des artistes connus universellement tels que Tina Turner, Bob Dylan et d'autres.

Tenslotte zijn er nog een aantal wijzigingen die hun oorsprong vinden in het advies van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten van 13 april 1994, bijvoorbeeld de wijziging m.b.t. het leerlingwezen en de regeling voor au-pair meisjes.

Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit heeft dus tot doel het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 34 te actualiseren. Aangezien deze nieuwe vrijstellingen betrekking hebben op categorieën van werknemers die, hetzij reeds over een recht op verblijf in België beschikken, hetzij slechts voor een korte duur hun beroep in België komen uitoefenen, zijn zij in overeenstemming met de beslissing van de Ministerraad van 1 augustus 1974 (immigratiestop).

Bespreking van de artikelen

Artikel 1, A, is enkel een tekstaanpassing : het koninklijk besluit van 6 juli 1955 is opgeheven en vervangen door het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen.

Artikel 1, B, is een actualisering van de bestaande bepaling inzake journalisten.

Artikel 1, C, verduidelijkt de bestaande formulering inzake de regeling voor sportwedstrijden om deze aan de praktijk aan te passen. Een arbeidskaart wordt immers nooit opgelegd aan scheidsrechters, begeleiders, enz. ... bij sportmanifestaties.

Artikel 1, D, verbetert de Nederlandse tekst m.b.t. stages verricht door studenten om duidelijk te maken dat het moet gaan om stages verricht in het kader van studies in België.

Artikel 1, E, 15° neemt de administratieve praktijk over die sinds vele jaren toegepast wordt waarbij buitenlandse studenten die hoger onderwijs volgen in België vrijgesteld worden van een arbeidskaart voor de arbeid verricht gedurende de schoolvakanties.

Artikel 1, E, 16°, is de omzetting in de teksten van de vaststelling in de Adviesraad Buitenlandse Arbeidskrachten dat leerlingen uit het toepassingsgebied van deze wet moeten gehaald worden.

Het gaat hier zowel om de leerlingen aangeworven met een leerovereenkomst of verbonden door een leerverbintenis in het kader van de voortdurende vorming van de middenstand, als de leerlingen in het kader van de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst.

Artikel 1, E, 17° stelt formeel een einde aan een discriminatie t.o.v. de niet-EER gezinsleden van een Belg. Deze personen dienen dezelfde rechten te genieten als de niet-EG gezinsleden van een onderdaan van de Europese Economische Ruimte : zij worden niet langer onderworpen aan de toepassing van het KB nr. 34. Het gaat hier om de bevestiging van een interpretatie die reeds eerder werd gegeven bij ministeriële omzendbrief.

De vrijstelling voor de onderdanen van de Europese Economische Ruimte en hun familieleden is opgenomen in artikel 1, E, 18°. Het gaat hier om de uitdrukkelijke bevestiging in het KB nr. 34 van de toepassing van Richtlijn 1612/68 (EEG) en van de wetten van 18 maart 1993 en 22 juli 1993 houdende goedkeuring van de Europese Economische Ruimte.

Artikel 1, E, 19° heeft tot doel de buitenlandse onderdanen met een vestigingsvergunning vrij te stellen van de verplichting over een arbeidskaart te beschikken. De bedoeling is de integratie te vergemakkelijken van vreemdelingen die een onbeperkt recht op verblijf in België hebben door de mogelijkheid van tegenstrijdigheid tussen hun recht op verblijf en hun recht op tewerkstelling op te heffen.

Artikel 1, E, 20° herhaalt een reeds bestaande bepaling i.v.m. de coördinatiecentra. Het is aangewezen dat deze regeling voor de duidelijkheid hernomen wordt in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 34 aangezien het hier gaat om een vrijstelling van de verplichting over een arbeidskaart te beschikken voor een categorie van buitenlandse werknemers.

Artikel 1, E, 21° voorziet een vrijstelling van de verplichting over een arbeidskaart te beschikken voor een maximale periode van drie opeenvolgende maanden voor de internationaal bekende schouwspelartiesten. Het gaat hier vooral om een administratieve vereenvoudiging die tot doel heeft geen arbeidskaarten voor (zeer) korte duur - soms voor één enkele voorstelling - te moeten afleveren aan alom bekende artiesten zoals Tina Turner, Bob Dylan en anderen.

L'article 1er, E, 22°, vise les jeunes "au pair". Sur base de l'avis du Conseil consultatif pour la main-d'oeuvre étrangère il s'indique qu'une réglementation en la matière devrait plutôt être élaborée dans le secteur de l'enseignement et/ou de la culture.

L'article 2 prévoit une date d'entrée en vigueur différente des autres dispositions pour les jeunes "au-pair", afin de permettre aux autorités compétentes d'adopter des dispositions spécifiques pour la catégorie de jeunes "au-pair", comme demandé par le Conseil consultatif de la main-d'oeuvre.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

[Mac — 12343]

19 MAI 1995. — Arrêté royal modifiant le champ d'application de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, notamment l'article 3, 2°;

Vu l'avis du Conseil Consultatif de la main-d'oeuvre étrangère du 13 avril 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 2 de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 3° est remplacé par la disposition suivante : "3° aux ressortissants étrangers en possession régulière de l'un des documents prévus par l'arrêté royal du 30 octobre 1991, relatif aux documents de séjour en Belgique de certains étrangers;"

B) le 9° est remplacé par la disposition suivante : "9° aux journalistes séjournant en Belgique qui sont exclusivement attachés à des journaux publiés à l'étranger, ou à des stations de radio ou télévision établies à l'étranger, ainsi qu'aux journalistes séjournant à l'étranger attachés à des journaux publiés à l'étranger ou à des stations de radio ou télévision établies à l'étranger qui viennent en Belgique pour l'exécution de leur mission pour autant que leur séjour dans le pays ne dépasse pas trois mois consécutifs;"

C) le 12° est remplacé par la disposition suivante : "aux personnes résidant à l'étranger et venant en Belgique pour participer à des épreuves sportives ainsi que les arbitres, accompagnateurs, délégués, officiels, membres du personnel et autres personnes accréditées par les fédérations sportives internationales ou nationales, pour autant que leur séjour dans le pays ne dépasse pas trois mois consécutifs;"

D) au 14°, dans le texte néerlandais, les mots "ten behoeve van hun studies, in België" sont remplacés par les mots "ten behoeve van hun studies in België;"

E) le même article est complété comme suit :

"15° aux étudiants séjournant légalement en Belgique qui sont inscrits dans un établissement supérieur en Belgique pour suivre un enseignement de plein exercice, uniquement pour les prestations de travail pendant les vacances scolaires;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967, *Moniteur belge* du 29 juillet 1967.

Artikel 1, E, 22° beoogt de "au pair" jongeren. Op grond van het Advies van de Adviesraad buitenlandse arbeidskrachten dient voor hen eerder een regeling uitgewerkt te worden in de sector van het onderwijs en/of de cultuur.

Artikel 2 voorziet voor de vrijstelling t.a.v. de "au pair" jongeren een andere datum van inwerkingtreding dan de overige bepalingen, teneinde de bevoegde overheden toe te laten eerst specifieke bepalingen aan te nemen voor de categorie van de "au-pair" jongeren zoals gevraagd door de Adviesraad Buitenlandse Arbeidskrachten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

[Mac — 12343]

19 MEI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, inzonderheid op artikel 3, 2°;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten van 13 april 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de 3° wordt vervangen door de volgende bepaling : "3° de buitenlandse onderdanen die in het regelmatig bezit zijn van één van de documenten bepaald bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 betreffende de documenten voor het verblijf in België van bepaalde vreemdelingen;"

B) de 9° wordt vervangen door de volgende bepaling : "9° de in België verblijvende journalisten die uitsluitend verbonden zijn aan in het buitenland uitgegeven dagbladen of in het buitenland gevestigde radio- of televisiestations, alsmede de in het buitenland verblijvende journalisten, verbonden aan in het buitenland uitgegeven dagbladen of in het buitenland gevestigde radio- of televisiestations die naar België komen voor de uitoefening van hun opdracht voor zover hun verblijf in het land niet langer dan drie opeenvolgende maanden duurt;"

C) de 12° wordt vervangen door de volgende bepaling : "personen die in het buitenland verblijven en naar België komen om aan sportwedstrijden deel te nemen evenals de scheidsrechters, begeleiders, officiële vertegenwoordigers, personeelsleden en alle andere personen geaccrediteerd door internationale of nationale sportfederaties, voor zover hun verblijf in het land niet langer dan drie opeenvolgende maanden duurt;"

D) in 14°, in de Nederlandse tekst, worden de woorden "ten behoeve van hun studies, in België" vervangen door de woorden "ten behoeve van hun studies in België;"

E) hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt

"15° de studenten die wettig in België verblijven en die in een inrichting van hoger onderwijs in België ingeschreven zijn voor het volgen van onderwijs met een volledig leerplan, uitsluitend voor de arbeidsprestaties tijdens de schoolvakanties;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*

Koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967, *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 1967

16° aux apprentis séjournant légalement en Belgique engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage qui doit être agréé, le cas échéant, par l'une des Communautés;"

17° au conjoint d'un Belge, et, à condition qu'ils viennent s'installer ou s'installent avec lui :

a) à leurs descendants âgés de moins de 21 ans ou qui sont à leur charge;

b) à leurs ascendants qui sont à leur charge;

c) au conjoint des personnes visées aux a) et b).

18° au ressortissant d'un Etat membre de l'Espace Economique Européen, et, à condition qu'ils viennent s'installer ou s'installent avec lui :

a) à son conjoint;

b) à ses descendants ou ceux de son conjoint, âgés de moins de 21 ans ou qui sont à leur charge;

c) à ses ascendants ou ceux de son conjoint qui sont à leur charge;

d) au conjoint des personnes visées aux b) et c).

19° aux ressortissants étrangers en possession régulière d'un titre d'établissement;

20° aux cadres et chercheurs de nationalité étrangère au service d'un centre de coordination tel que défini à l'article 1er de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création de centres de coordination, pour la durée de leur emploi dans le centre;

21° aux artistes de spectacle de réputation internationale dont l'occupation en Belgique est inférieure à trois mois consécutifs;

22° aux jeunes qui viennent en Belgique en vue d'approfondir leurs connaissances linguistiques et de parfaire leur culture personnelle et qui sont logés et nourris en échange de quelques services d'ordre ménager."

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail introduites à partir de la date de son entrée en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2, 22°, de l'arrêté royal n° 34 précité du 20 juillet 1967, inséré par le présent arrêté, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

16° leerlingen die wettig in België verblijven, aangeworven met een leerovereenkomst die, in voorkomend geval, moet zijn erkend door één van de Gemeenschappen;

17° de echtgenoot van een Belg, en, mits zij zich met hem vestigen of komen vestigen :

a) hun bloedverwanten in de nederdalende lijn beneden 21 jaar of die te hunnen laste zijn;

b) hun bloedverwanten in de opgaande lijn die te hunnen laste zijn;

c) de echtgenoot van de personen bedoeld in a) en b);

18° de onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte, en, mits zij zich met hem vestigen of komen vestigen :

a) zijn echtgenoot;

b) zijn bloedverwanten in de nederdalende lijn of die van zijn echtgenoot, beneden 21 jaar of die te hunnen laste zijn;

c) zijn bloedverwanten in de opgaande lijn of die van zijn echtgenoot, die te hunnen laste zijn;

d) de echtgenoot van de personen bedoeld in b) en c).

19° de buitenlandse onderdanen die in het regelmatige bezit zijn van een vestigingsvergunning;

20° het kaderpersoneel en de vorsers van buitenlandse nationaliteit in dienst van een coördinatiecentrum zoals omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit n° 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra, voor de duur van hun tewerkstelling in het centrum;

21° de schouwspelartiesten met internationale faam die minder dan drie opeenvolgende maanden tewerkgesteld worden in België;

22° jongeren die naar België komen om hun talenkennis te vergroten en hun persoonlijke cultuur te vervolmaken en die in ruil voor enkele diensten van huishoudelijke aard kost en inwoning krijgen."

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de aanvragen voor arbeidsvergunningen en arbeidskaarten, welke worden ingediend vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van artikel 2, 22°, van het voormelde koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967, zoals ingevoegd bij dit besluit, dat in werking treedt op de door de Koning te bepalen datum.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 1472

15 FEBRUARI 1995. — Besluit van de Vlaamse regering
tot vaststelling van de zendtijd voor de televisiederden voor 1995

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 houdende het statuut van de Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap, zoals het werd gewijzigd, inzonderheid op artikel 23, § 10;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 1 juli 1992 betreffende de erkenning van niet-commerciële verenigingen en stichtingen die uitsluitend tot doel hebben televisieprogramma's uit te zenden die rechtstreeks zijn afgestemd op het verschaffen van opiniëring vanuit representatieve sociale, economische, culturele, maatschappelijke en levensbeschouwelijke stromingen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur en Brusselse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De totale zendtijd voor de televisiederden die erkend zijn door het besluit van de Vlaamse regering van 1 juli 1992, bedraagt voor 1995 honderd uur.